


3 1761 11553527 0



CA1
EO
-Z006

GOVT



Digitized by the Internet Archive
in 2022 with funding from
University of Toronto

<https://archive.org/details/31761115535270>

CAI
EQ
- 7006

81 1298



LES ÉLECTIONS FÉDÉRALES AU CANADA

La charge de Directeur général des élections

Le Directeur général des élections actuel, nommé en juin 1966, est le quatrième à remplir cette charge. Le poste de Directeur général des élections a été créé par la Loi des élections fédérales de 1920. Les quatre titulaires du poste ont été MM. Oliver Mowat Biggar, Jules Castonguay, Nelson J. Castonguay et Jean-Marc Hamel. Le Directeur général des élections a le rang et tous les pouvoirs d'un sous-chef de ministère. Il est nommé par résolution de la Chambre des communes. Son traitement, déterminé par la Loi, équivaut à celui d'un juge de la Cour fédérale du Canada. Il communique avec le gouverneur en conseil par l'intermédiaire du membre du Conseil privé désigné à cette fin par le gouverneur en conseil.¹ Il n'est amovible que pour cause, de la même manière qu'un juge de la Cour suprême du Canada.

Le Directeur général des élections dirige un personnel d'environ quarante-cinq employés permanents. En période d'élection et pendant les quelques mois qui suivent, il s'adjoint un personnel supplémentaire.

Les fonctions du Directeur général des élections

Le Directeur général des élections² doit:

- diriger et surveiller d'une façon générale la conduite administrative des élections et exiger de tout le personnel électoral l'équité, l'impartialité et l'observation des dispositions de la Loi;
- veiller, soit directement ou par l'entremise du commissaire aux élections fédérales³, qu'il est chargé de nommer, à ce que toutes les dispositions de la Loi y compris celles concernant les dépenses d'élection soient respectées et appliquées;

¹Conformément au paragraphe 3(3) de la Loi électorale du Canada.

²Les articles 4, 12, et 70 de la Loi électorale du Canada mentionnent les principales fonctions du Directeur général des élections.

³En vertu du paragraphe 70(3) de la Loi électorale du Canada.

- transmettre au personnel électoral les instructions qu'il juge nécessaires à l'application efficace des dispositions de la Loi;
- fournir au personnel électoral le matériel et les accessoires nécessaires afin d'assurer la conduite efficace des élections;
- tenir un registre des partis politiques et des agents enregistrés;
- recevoir des agents officiels des candidats et de l'agent principal de chaque parti enregistré les rapports dûment vérifiés des dépenses électorales et contributions;
- certifier le montant du remboursement auquel les candidats et les partis enregistrés ont droit en vertu de la Loi;
- rédiger les rapports prévus par la Loi; et
- exercer tous les autres pouvoirs et remplir toutes les autres fonctions qui lui sont attribués par la Loi électorale du Canada, y compris l'organisation de tout scrutin qui doit être tenu en vertu de la Loi canadienne sur la tempérance.

Après une élection générale, un délai pouvant aller jusqu'à douze mois est nécessaire pour préparer et rédiger les rapports⁴ et pour régler les comptes.

De même, il faut au moins douze mois pour commander, recevoir et distribuer le matériel et les accessoires nécessaires à la tenue de l'élection générale suivante.

De plus, on s'attend à ce que le Directeur général des élections fournisse conseils et assistance au Comité permanent des privilèges et élections de la Chambre des communes. Ceci implique des recherches et la rédaction de projets de modifications à la Loi électorale à être examinées par le Comité.

Il faut également revoir les procédures, réviser et rééditer les livres et circulaires d'instructions. Il faut mettre sur pied des programmes d'instructions à l'intention des présidents d'élection. La révision des délimitations des sections de vote de chaque circonscription, avant chaque élection, exige également beaucoup de temps.

En outre, le Directeur général des élections du Canada peut, sujet à une entente avec le Commissaire des Territoires du Nord-Ouest, conduire les élections au Conseil des Territoires. Des élections générales s'y tiennent tous les quatre ans et le Conseil se compose présentement de vingt-quatre membres.

⁴Ceux-ci comprennent les rapports que prescrivent le paragraphe 58(9) et le paragraphe 59(1) de la Loi électorale du Canada, ainsi que divers rapports financiers.

L'intérêt croissant que portent aux élections les milieux universitaires du Canada a contribué récemment à élargir la tâche du Bureau du Directeur général des élections qui est amené à fournir régulièrement des renseignements et des conseils pour la réalisation de programmes de recherche important entrepris dans des universités canadiennes. Ces conseils et ces renseignements sont également fournis aux étudiants diplômés et aux professeurs d'université.

Le Directeur général des élections doit surveiller et diriger la conduite des élections partielles qui sont tenues pour combler les vacances créées à la Chambre des communes.

Enfin, depuis 1979, le Directeur général des élections a, selon la Loi sur la révision des limites des circonscriptions électorales la responsabilité de procurer aux onze commissions de délimitation des circonscriptions électorales le nombre de membres de la Chambre des communes à attribuer à chacune des provinces. Il doit de plus procurer à chaque commission un exemplaire du relevé officiel du dernier recensement décennal qui lui a été remis par le Statisticien en chef du Canada et dresser des cartes montrant la répartition de la population dans chacune des provinces. Afin de procurer le support technique requis par les commissions, le Directeur général engage un certain nombre de techniciens qui sont normalement affectés à chacune des commissions au début de leurs travaux.

Le président d'élection

Sur la recommandation du Ministre responsable, un président d'élection est nommé par décret du Conseil pour chaque circonscription.⁵ Il doit avoir qualité d'électeur dans la circonscription pour laquelle il est nommé.

Le titulaire est nommé en permanence, mais le gouverneur en conseil peut le démettre de ses fonctions pour cause.⁶ S'il veut démissionner, un président d'élection doit obtenir au préalable la permission du Directeur général des élections.

Les fonctions de président d'élection ne sont pas rémunérées sur une base annuelle. Ce n'est que lorsque le Directeur général des élections lui demande de remplir certaines fonctions que le président d'élection est rémunéré selon un tarif d'honoraires fixe.⁷

⁵Conformément à l'article 7 de la Loi électorale du Canada.

⁶Ainsi que l'indique le paragraphe 7(3) de la Loi électorale du Canada.

⁷Établi par le gouverneur en conseil en vertu du paragraphe 61(1) de la Loi électorale du Canada.

Secrétaire d'élection

Chaque président d'élection se nomme un secrétaire d'élection pour l'assister dans l'exercice de ses fonctions, et à qui il peut déléguer par écrit⁸ certaines de ses fonctions.

Les élections générales

Pour décréter une élection générale, deux proclamations doivent être émises et un décret adopté par le Conseil:

- une proclamation annonçant la dissolution de la Chambre des communes;
- un décret fixant le jour du scrutin et la date du rapport des brefs d'élections; et
- une proclamation fixant une date pro forma pour la convocation du Parlement.

Les brefs d'élection sont dorénavant émis au plus tard le cinquantième jour qui précède le jour du scrutin, et il n'y a pas de délai maximum de prévu. On considère maintenant qu'un délai de 50 jours est indispensable en raison tout particulièrement de la géographie du pays et des difficultés de communication qui se posent dans les grandes circonscriptions. Nunatsiaq, traversée par quatre fuseaux horaires et dont la superficie s'élève à plus de 800,000 milles carrés, constitue la plus grande de toutes les circonscriptions. Neuf circonscriptions ont chacune une superficie de plus de 100,000 milles carrés et quinze ont plus de 50,000 milles carrés.

Du point de vue de l'administration de l'élection, la période cruciale se situe avant le recensement qui, selon la Loi, doit commencer le trente-huitième jour précédant le jour du scrutin.

Les principales étapes d'une élection générale sont:

- *la nomination des recenseurs urbains*, désignés par les deux candidats ayant ce droit, qui se fait au plus tard à midi le quarante-cinquième jour avant le jour du scrutin;
- *le recensement* qui, selon la Loi, doit commencer le vendredi, trente-huitième jour avant le jour du scrutin;
- *l'impression des listes préliminaires des électeurs* doit être terminée au plus tard le jeudi, vingt-cinquième jour avant le jour du scrutin;
- *la révision des listes préliminaires des électeurs* qui, dans les sections urbaines, se fait les mercredi, jeudi, et vendredi, respectivement dix-neuvième, dix-huitième et dix-septième jours avant le jour du scrutin et, dans les sections rurales,

⁸Tel qu'indiqué aux paragraphes 7(6), (7) et (8) de la Loi électorale du Canada.

principalement le mercredi, dix-neuvième jour avant le jour du scrutin;

- *le jour de la présentation des candidats* est le lundi, vingt-huitième jour avant le jour du scrutin, sauf si ce lundi est un jour férié suivant la définition qu'en donne la Loi d'interprétation: dans ce cas, le jour de la présentation des candidats est reporté au mardi suivant;
- *les bureaux spéciaux de scrutin* qui sont ouverts les samedi, lundi et mardi, neuvième, septième et sixième jours avant le jour du scrutin;
- *le vote au bureau du président d'élection* pour les électeurs qui sont incapables de voter lors des jours prévus pour les bureaux spéciaux de scrutin et le jour ordinaire du scrutin, a lieu à compter du lundi, vingt et unième jour avant le jour ordinaire du scrutin, (à l'exception du dimanche et des jours de vote anticipé);
- *le jour du scrutin* qui, aux termes de la Loi, est toujours un lundi, sauf si ce lundi est un jour férié suivant la définition qu'en donne la Loi d'interprétation: dans ce cas, le jour du scrutin seulement est reporté au mardi suivant;
- *le jour de l'addition officielle des votes* qui ne peut avoir lieu avant le troisième jour suivant le jour du scrutin afin d'assurer qu'on dispose du résultat officiel des votes déposés en faveur de chaque candidat en vertu des Règles électorales spéciales ainsi que des documents pertinents pour le dépouillement du scrutin et pour un recomptage judiciaire, si nécessaire; et
- *la déclaration du candidat élu* qui est faite par chaque président d'élection, au plus tôt le septième jour après l'addition officielle des votes, sauf si une demande de recomptage judiciaire a été entre temps présentée à un juge.

Selon l'interprétation généralement acceptée, la date fixée par décret pour le rapport des brefs d'élections marque le début d'un nouveau Parlement aux fins de l'article 50 de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique. Habituellement, cette date suit le jour du scrutin d'environ un mois.

DISPOSITIONS VISANT LES DÉPENSES D'ÉLECTION

Les dispositions suivantes de la Loi électorale du Canada, visant les dépenses d'élection s'appliquent à toute élection:

- des limites sont imposées sur les sommes que peuvent dépenser les partis politiques enregistrés et les candidats;
- ces limites sont basées sur le nombre d'électeurs qui figurent sur les listes préliminaires;
- seuls les candidats et les partis politiques enregistrés sont autorisés à payer pour la propagande politique durant la période d'une élection;

- il est interdit aux partis politiques et aux candidats de faire de la propagande politique sur les ondes ou de publier des annonces publicitaires dans toute publication périodique jusqu'au 29^e jour précédant le jour du scrutin ainsi que le jour du scrutin et la veille du scrutin;
- les noms des donateurs dont les contributions aux partis politiques enregistrés et aux candidats dépassent \$100 sont accessibles au public;
- les donateurs qui sont contribuables ont droit à un dégrèvement d'impôt de:
75% des premiers \$100,
50% des \$450 suivants,
33 1/3% des prochains \$600 contribués.
Le montant maximum du dégrèvement d'impôt pour une contribution de \$1150 ou plus, est de \$500.
- les candidats qui obtiennent au moins 15% des voix valide-ment exprimées dans leur circonscription ont droit à un remboursement qui doit être le moindre de leurs dépenses d'élection véritables, ou un montant basé sur le nombre d'électeurs dans leur circonscription, pourvu qu'ils soumettent au président d'élection leurs rapports concernant les dépenses d'élection qu'ils ont faites;
- les partis politiques enregistrés sont remboursés 22,5% de leurs dépenses électorales.

Les élections partielles

Une vacance n'est pas censée exister à la Chambre des communes tant que l'Orateur de la Chambre n'en a pas officiellement informé par mandat le Directeur général des élections.

Le Directeur général des élections doit émettre un bref d'élection dans les six mois qui suivent la date à laquelle il a reçu le mandat de l'Orateur.⁹ Il n'émet toutefois son bref que sur réception d'un décret du Conseil fixant la date du jour du scrutin.

Les délais fixés pour le déroulement des élections partielles sont les mêmes que pour les élections générales.

Il n'y a pas de date fixée pour le rapport du bref lors d'une élection partielle. Normalement, il doit être rapporté aussitôt que possible, c'est-à-dire dès le septième jour qui suit l'addition officielle des votes ou s'il y a recomptage judiciaire, immédiatement après ce recomptage.

⁹En vertu du paragraphe 13(1) de la Loi sur la Chambre des communes.

Lorsqu'une élection partielle se tient pendant que la Chambre siège, aucun effort n'est épargné pour que le député élu puisse siéger le plus tôt possible à la Chambre. On prend même des mesures extraordinaires—l'élément frais n'intervenant pas—pour recueillir les boîtes de scrutin afin de procéder à l'addition officielle des votes le plus tôt possible.

DATES IMPORTANTES SE RAPPORTANT À CHAQUE PARLEMENT DEPUIS LA CONFÉDÉRATION

Parlement	Emission des brefs	Élection générale	Rapport des brefs	1 ^{ère} session du Parlement	Dissolution
1	6 août 1867	7 août 1867 au 20 sept. 1867	24 sept. 1867	6 nov. 1867	8 juil. 1872
2	15 juil. 1872	20 juil. 1872 au 12 oct. 1872	* 3 sept. 1872 et 12 oct. 1872	5 mars 1873	2 janv. 1874
3	2 janv. 1874	22 janv. 1874	21 fév. 1874	26 mars 1874	16 août 1878
4	17 août 1878	17 sept. 1878	21 nov. 1878	13 fév. 1879	18 mai 1882
5	18 mai 1882	20 juin 1882	7 août 1882	8 fév. 1883	15 janv. 1887
6	17 janv. 1887	22 fév. 1887	7 avril 1887	13 avril 1887	3 fév. 1891
7	4 fév. 1891	5 mars 1891	25 avril 1891	29 avril 1891	24 avril 1896
8	24 avril 1896	23 juin 1896	13 juil. 1896	19 août 1896	9 oct. 1900
9	9 oct. 1900	7 nov. 1900	5 déc. 1900	6 fév. 1901	29 sept. 1904
10	29 sept. 1904	3 nov. 1904	15 déc. 1904	11 janv. 1905	17 sept. 1908
11	18 sept. 1908	26 oct. 1908	3 déc. 1908	20 janv. 1909	29 juil. 1911
12	3 août 1911	21 sept. 1911	7 oct. 1911	15 nov. 1911	6 oct. 1917
13	31 oct. 1917	17 déc. 1917	16 mars 1918	18 mars 1918	4 oct. 1921
14	8 oct. 1921	6 déc. 1921	15 janv. 1922	8 mars 1922	5 sept. 1925
15	5 sept. 1925	29 oct. 1925	7 déc. 1925	7 janv. 1926	2 juil. 1926
16	20 juil. 1926	14 sept. 1926	2 nov. 1926	9 déc. 1926	30 mai 1930
17	30 mai 1930	28 juil. 1930	18 août 1930	8 sept. 1930	15 août 1935
18	15 août 1935	14 oct. 1935	9 nov. 1935	6 fév. 1936	25 janv. 1940
19	27 janv. 1940	26 mars 1940	17 avril 1940	16 mai 1940	16 avril 1945
20	16 avril 1945	11 juin 1945	9 août 1945	6 sept. 1945	30 avril 1949
21	30 avril 1949	27 juin 1949	25 août 1949	15 sept. 1949	13 juin 1953
22	13 juin 1953	10 août 1953	8 oct. 1953	12 nov. 1953	12 avril 1957
23	12 avril 1957	10 juin 1957	8 oct. 1957	14 oct. 1957	1 fév. 1958
24	1 fév. 1958	31 mars 1958	30 avril 1958	12 mai 1958	19 avril 1962
25	19 avril 1962	18 juin 1962	18 juil. 1962	27 sept. 1962	6 fév. 1963
26	6 fév. 1963	8 avril 1963	8 mai 1963	16 mai 1963	8 sept. 1965
27	8 sept. 1965	8 nov. 1965	9 déc. 1965	18 janv. 1966	23 avril 1968
28	23 avril 1968	25 juin 1968	25 juil. 1968	12 sept. 1968	1 sept. 1972
29	1 sept. 1972	30 oct. 1972	20 nov. 1972	4 janv. 1973	9 mai 1974
30	9 mai 1974	8 juil. 1974	31 juil. 1974	30 sept. 1974	26 mars 1979
31	26 mars 1979	22 mai 1979	11 juin 1979	9 oct. 1979	14 déc. 1979
32	14 déc. 1979	18 fév. 1980	10 mars 1980	14 avril 1980	

* Les brefs étaient rapportables le 3 septembre 1872 sauf pour quelques circonscriptions où c'était le 12 octobre 1872.

NOTES

KEY DATES WITH RESPECT TO EACH PARLIAMENT SINCE CONFEDERATION

Parliament	Issue of Writs	General Election	Writs made returnable	1st Session of Parliament	Dissolution
1	Aug. 6, 1867	Aug. 7, 1867 to Sept. 20, 1867	Sept. 24, 1867	Nov. 6, 1867	July 8, 1872
2	July 15, 1872	July 20, 1872 to Oct. 12, 1872	*Sept. 3, 1872 and Oct. 12, 1872	Mar. 5, 1873	Jan. 2, 1874
3	Jan. 2, 1874	Jan. 22, 1874	Feb. 21, 1874	Mar. 26, 1874	Aug. 16, 1878
4	Aug. 17, 1878	Sept. 17, 1878	Nov. 21, 1878	Feb. 13, 1879	May 18, 1882
5	May 18, 1882	June 20, 1882	Aug. 7, 1882	Feb. 8, 1883	Jan. 15, 1887
6	Jan. 17, 1887	Feb. 22, 1887	Apr. 7, 1887	Apr. 13, 1887	Feb. 3, 1891
7	Feb. 4, 1891	March 5, 1891	Apr. 25, 1891	Apr. 29, 1891	Apr. 24, 1896
8	Apr. 24, 1896	June 23, 1896	July 13, 1896	Aug. 19, 1896	Oct. 9, 1900
9	Oct. 9, 1900	Nov. 7, 1900	Dec. 5, 1900	Feb. 6, 1901	Sept. 29, 1904
10	Sept. 29, 1904	Nov. 3, 1904	Dec. 15, 1904	Jan. 11, 1905	Sept. 17, 1908
11	Sept. 18, 1908	Oct. 26, 1908	Dec. 3, 1908	Jan. 20, 1909	July 29, 1911
12	Aug. 3, 1911	Sept. 21, 1911	Oct. 7, 1911	Nov. 15, 1911	Oct. 6, 1917
13	Oct. 31, 1917	Dec. 17, 1917	Mar. 16, 1918	Mar. 18, 1918	Oct. 4, 1921
14	Oct. 8, 1921	Dec. 6, 1921	Jan. 15, 1922	Mar. 8, 1922	Sept. 5, 1925
15	Sept. 5, 1925	Oct. 29, 1925	Dec. 7, 1925	Jan. 7, 1926	May 30, 1930
16	July 20, 1926	Sept. 14, 1926	Nov. 2, 1926	Dec. 9, 1926	Aug. 15, 1935
17	May 30, 1930	July 28, 1930	Aug. 18, 1930	Sept. 8, 1930	Jan. 25, 1940
18	Aug. 15, 1935	Oct. 14, 1935	Nov. 9, 1935	Feb. 6, 1936	Apr. 16, 1945
19	Jan. 27, 1940	March 26, 1940	Apr. 17, 1940	May 16, 1940	Apr. 30, 1949
20	Apr. 16, 1945	June 11, 1945	Aug. 9, 1945	Sept. 6, 1945	June 13, 1953
21	Apr. 30, 1949	June 27, 1949	Aug. 25, 1949	Sept. 15, 1949	Apr. 12, 1957
22	June 13, 1953	Aug. 10, 1953	Oct. 8, 1953	Nov. 12, 1953	Feb. 1, 1958
23	Apr. 12, 1957	June 10, 1957	Aug. 8, 1957	Oct. 14, 1957	Apr. 19, 1962
24	Feb. 1, 1958	March 31, 1958	Apr. 30, 1958	May 12, 1958	Feb. 6, 1963
25	Apr. 19, 1962	June 18, 1962	July 18, 1962	Sept. 27, 1962	Sept. 8, 1965
26	Feb. 6, 1963	Apr. 8, 1963	May 8, 1963	May 16, 1963	Apr. 23, 1968
27	Sept. 8, 1965	Nov. 8, 1965	Dec. 9, 1965	Jan. 18, 1966	Sept. 1, 1972
28	Apr. 23, 1968	June 25, 1968	July 25, 1968	Sept. 12, 1968	May 9, 1974
29	Sept. 1, 1972	Oct. 30, 1972	Nov. 20, 1972	Jan. 4, 1973	Mar. 26, 1979
30	May 9, 1974	July 8, 1974	July 31, 1974	Sept. 30, 1974	Dec. 14, 1979
31	Mar. 26, 1979	May 22, 1979	June 11, 1979	Oct. 9, 1979	
32	Dec. 14, 1979	Feb. 18, 1980	Mar. 10, 1980	Apr. 14, 1980	

* Writs were made returnable on September 3, 1872, except for a few electoral districts where it was on October 12, 1872.

- 33 1/3% of the next \$600 contributed. On a contribution of \$1150 or more the maximum tax credit is \$500;
- candidates who get at least 15% of the valid votes cast in their electoral district will receive the lesser of either their actual expenses or an amount subject to a sliding ceiling based on the number of electors in the electoral district, once they have filed the required election expenses returns and reports with their returning officer;
- registered political parties are reimbursed 22.5% of their election expenses.

By-elections

A vacancy in the House of Commons is not considered to exist until the Speaker of the House has officially advised the Chief Electoral Officer by way of his warrant.

A writ of election must be issued within six months following the receipt by the Chief Electoral Officer of the Speaker's warrant for the issue of a new writ.⁹ The Chief Electoral Officer, however, issues his writ on the authority of an order in council which fixes the date of the election.

The timings established for the holding of by-elections are the same as those established in the statute for general elections.

No date is set for the return of the writ in a by-election. It is normal for a writ to be returned as soon as possible which can be on the 7th day following the official addition of the votes or if there is a recount, immediately thereafter.

When a by-election is held while the House is sitting, efforts are made to ensure that the elected member may take his seat in the House at the earliest possible date. Extraordinary measures, regardless of costs generally, are taken to collect ballot boxes to permit an early official count.

⁹Pursuant to subsection 13(1) of the House of Commons Act.

- ends on the last Friday before polling day, (except on a Sunday and any day fixed for an advance poll);
- *polling day* which by statute is always on a Monday unless that Monday happens to be a holiday as defined in the Interpretation Act, in which case polling day only is deferred to the following Tuesday;

- *the official addition of votes* that cannot be held earlier than the 3rd day following polling day to ensure that the official result of the votes cast for each candidate under the Special Voting Rules and related documents are available for the official addition of the votes and for a judicial recount, if necessary; and
- *the declaration of election* issued by each returning officer, at the earliest on the 7th day following the official addition of the votes unless, in the meantime, there was a petition to a judge for a recount.

According to the most commonly accepted interpretation, the date set by order in council for the return of the Writs of election determines the beginning of a new Parliament for the purpose of section 50 of the British North America Act. This date usually follows polling day by approximately one month.

Election Expenses Provisions

The following election expenses provisions of the Canada Elections Act apply at an election:

- there is a limitation on the amount of money that registered political parties and candidates may spend;
- this limitation is based on the number of electors on the preliminary list;
- only candidates and registered political parties are allowed to pay for political advertising during an election;
- political parties and candidates cannot advertise on any electronic media or in any periodical publication until the 29th day before polling day, and furthermore such advertising is forbidden on polling day and the day immediately preceding polling day;

- the names of contributors of more than \$100 to registered parties or candidates will be made available to the public;

- contributors who are taxpayers may deduct from their tax: 75% of the first \$100 contributed, plus 50% of the next \$450 contributed, plus

- an order in council fixing polling day and the date for the return of the writs; and
- a proclamation establishing a pro forma date for convening Parliament.

Writs are now issued at the latest on the 50th day before polling day. While there is a minimum statutory period, there is no maximum. A period of 50 days is considered essential primarily because of the geography of the country and the communication problems arising in large electoral districts. The largest electoral district, Nunatsiag, covers an area in excess of 800,000 square miles; it includes four time zones. There are nine electoral districts, each area of which exceeds 100,000 square miles; there are fifteen each with an area in excess of 50,000 square miles.

From the point of view of the administration of the election, the crucial period is the one preceding the enumeration which by statute must commence on the 38th day before election day.

The main steps that have to be taken in connection with the conduct of a general election are:

- the nomination of urban enumerators designated by the two candidates entitled to do so not later than noon of the 45th day before polling day;
- the enumeration which, by statute, must begin on Friday, the 38th day before polling day;
- the printing of the preliminary lists of electors must, by statute, be completed at the latest on Thursday, the 25th day before polling day;
- the revision of the preliminary lists of electors which, for urban polling divisions, is held on Wednesday, Thursday and Friday, the 19th, 18th and 17th days before polling day and in rural polling divisions, mainly on Wednesday, the 19th day before polling day;

- nomination day, is held on Monday, the 28th day before polling day unless that Monday happens to be a holiday as defined in the Interpretation Act, in which case nomination day is deferred to the following Tuesday;

- advance polls which are open on Saturday, Monday and Tuesday, the 9th, 7th and 6th days before polling day;

- voting in the office of the returning officer for electors unable to vote at the advance poll and on polling day, takes place from Monday the 21st day preceding polling day and

academic circles in Canada in the electoral process. Background information and advice are regularly provided in connection with a number of important research projects undertaken in Canadian universities. Advice and assistance are also extended to post-graduate students and university professors.

The Chief Electoral Officer has to supervise and direct the conduct of by-elections that are called when vacancies occur in the House of Commons.

Finally, since 1979, the Chief Electoral Officer is responsible, pursuant to the Electoral Boundaries Readjustment Act, for providing the eleven electoral district boundaries commissions with the number of members to be attributed to each province. He must supply each commission with a copy of the official statement received from the Chief Statistician of Canada setting out the population based on the last decennial census and prepare maps setting out this population in each of the provinces. To provide the technical support required by the commissions, the Chief Electoral Officer hires a certain number of technicians who provide assistance to each of the commissions when their work begins.

Returning Officers

A returning officer is appointed for each electoral district,⁵ by order in council, on the recommendation of the Minister designated for that purpose. The returning officer must be qualified as an elector in the electoral district for which he is appointed. The appointment is without a term but the incumbent may be removed by the Governor in Council for cause.⁶ To resign, a returning officer must first obtain the permission of the Chief Electoral Officer. There is no annual salary attached to the office of returning officer. He is paid according to an established tariff of fees⁷ only when he is instructed by the Chief Electoral Officer to act.

Election Clerk

An election clerk is appointed by each returning officer to assist him in the performance of his duties, and may assume some of the returning officer's duties upon written authorization⁸ by the returning officer.

General Elections

Before a general election is launched, two proclamations and one order in council are necessary:

- a proclamation for the dissolution of the House of Commons;

⁵Pursuant to section 7 of the Canada Elections Act.

⁶As stated in subsection 7(3) of the Canada Elections Act.

⁷Established by the Governor in Council pursuant to subsection 61(1) of the Canada Elections Act.

⁸As stated in subsections 7(6) (7) (8) of the Canada Elections Act.

- issue instructions to election officers to ensure the effective execution of the provisions of the Act;
- provide election officers with sufficient election material and supplies for the efficient conduct of the election;
- maintain a registry of political parties and registered agents;
- receive audited returns from official agents of candidates and the chief agent of each registered party respecting election expenses and contributions;
- certify the amount of the reimbursement to which candidates and registered parties are entitled under the Act;
- prepare statutory reports; and
- execute and perform all other powers and duties which in the Canada Elections Act are imposed upon him, including any vote that may be taken under the Canada Temperance Act.

Following a general election, a period of up to twelve months is necessary to compile and prepare reports⁴ and to pay accounts. A period of at least twelve months is also necessary to order, receive and distribute the material and supplies required for the conduct of the next general election.

In addition, the Chief Electoral Officer is expected to provide advice and assistance to the House of Commons Standing Committee on Privileges and Elections. This involves research, and the drafting of amendments to the Canada Elections Act for consideration by the Committee.

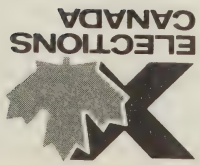
Procedures must be reviewed; books of instructions and courses of instructions for returning officers have to be arranged. The revision of the polling divisions arrangement in each electoral district before every election is also a time-consuming task.

The Chief Electoral Officer may, upon agreement with the Commissioner of the Northwest Territories, conduct elections to the Council of the Territories. General elections are held in the Territories every four years. There are twenty-four elected members on the Council.

A relatively recent development in the work of the Office of the Chief Electoral Officer has resulted from the increased interest in

⁴These include the reports required under subsection 58(9) and subsection 59(1) of the Canada Elections Act, and various financial reports.

CH1
EQ
- 7006



FEDERAL ELECTIONS IN CANADA

Office of the Chief Electoral Officer

The present Chief Electoral Officer, who was appointed in June 1966, is the fourth to hold that office, established by the Dominion Elections Act of 1920. The four incumbents of the office have been: Oliver Mowat Biggar, Jules Castonguay, Nelson J. Castonguay and Jean-Marc Hamel. He ranks as and has all the powers of a deputy head of a department and is appointed by resolution of the House of Commons; his salary, fixed by statute, is equal to the salary of a judge of the Federal Court of Canada. He communicates with the Governor in Council through the member of the Queen's Privy Council for Canada designated by the Governor in Council¹ for that purpose. He is removable only for cause in the same manner as a judge of the Supreme Court of Canada.

The Chief Electoral Officer has a total staff of approximately forty five regular employees. During the period of an election and for a few months thereafter, he employs extra help.

Responsibilities of the Chief Electoral Officer

The Chief Electoral Officer² must:

- exercise general direction and supervision over the administrative conduct of elections and enforce on the part of all election officers fairness, impartiality and compliance with the provisions of the Act;
- ensure directly or through the³ Commissioner of Canada Elections, whom he is required to appoint, that all provisions of the Act including those respecting election expenses are complied with and enforced;

¹Pursuant to subsection 3(3) of the Canada Elections Act.

²The responsibilities of the Chief Electoral Officer are generally contained in sections 4, 12 and 70 of the Canada Elections Act.

³Pursuant to subsection 70(3) of the Canada Elections Act.

